

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je répète qu'il y aurait quelque raison d'espoir s'il y avait une amélioration, mais le gouvernement ne fait qu'accroître la dette publique et placer les futures générations dans une situation où elles ne seront pas en mesure de supporter cette dette, plus toute augmentation ultérieure si, Dieu nous en préserve, un gouvernement de ce genre reste en fonction encore longtemps.

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Monsieur le Président, quand j'ai décidé ce matin de participer pendant quelques minutes à ce débat, je me suis aperçu que j'étais fatigué. Je ne savais trop si c'était par manque de sommeil, à cause de la fièvre du printemps puisque le beau temps approche ou, encore, en raison d'un travail trop ardu. Mais les députés sont des gens qui ne travaillent pas tellement; ce n'était donc pas pour cette raison. J'ai constaté alors que j'étais fatigué de ce gouvernement, que j'en avais assez des excès qui nous ont valu ce huitième projet de loi portant pouvoir d'emprunt au cours de la même législature. Mon collègue de Fraser Valley-Est (M. Patterson) nous a cité des chiffres en détail et je vais m'abstenir d'en faire autant. Néanmoins, ce pouvoir d'emprunt est le plus important de toute l'histoire du Canada.

Permettez-moi de comparer le déficit prévu à des prévisions faites antérieurement. En 1979, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) avait annoncé le montant de quelques déficits annuels. A son avis, nous devions enregistrer cette année le déficit énorme de 9 milliards de dollars. En réalité, celui-ci s'élève à 30 milliards de dollars.

Son successeur aux Finances, qui est devenu depuis, au sein de ce gouvernement infâme qui nous dirige, secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen), avait prévu en 1980 que le déficit atteindrait cette année les 12 milliards de dollars. Il s'est passablement fourvoyé. Moins d'un an plus tard, le même ministre prévoyait réduire ce déficit à 10 milliards. Il n'y est pas parvenu.

Enfin, l'actuel ministre des Finances (M. Lalonde) nous a annoncé l'an dernier qu'il abaisserait ce déficit à 31.3 milliards. Ses prévisions s'accordent enfin avec la réalité.

Je me suis aperçu que j'en avais marre de l'incompétence du gouvernement. A l'instar de mon collègue de Parry Sound-Muskoka (M. Darling), je m'intéresse aux gouvernements municipaux. J'ai consacré de nombreuses années à ce niveau de gouvernement. Je pense au maire Zegouras, de Belleville, à Warden Rabel, maire de Hastings, au maire Kotchopaw de Prince Edward ainsi qu'à tous les maires et conseillers municipaux des petites localités de ma circonscription. Ils doivent établir un budget chaque année pour calculer leurs besoins et sont obligés d'adopter un décret municipal pour emprunter les fonds leur permettant d'effectuer les dépenses nécessaires dans leur localité pendant l'année. Ils doivent penser en termes monétaires concrets, car ils établissent leurs prévisions budgétaires et contractent les emprunts en fonction de leurs besoins précis, de sorte qu'à la fin de l'année leur budget arrive très près du chiffre prévu. Dans les cas où il y a un certain écart, c'est habituellement parce qu'il se dégage un léger surplus du fait qu'ils ont veillé de très près à leurs dépenses pendant toute l'année. Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas les mêmes scrupules.

Je me suis aussi rendu compte que j'en avais assez de la mauvaise gestion du gouvernement, et particulièrement de l'attitude de Revenu Canada ces derniers temps. Je pourrais ajouter de nombreux exemples aux récits de doléances que

nous avons déjà entendus. Je pense notamment à un cas qui a été porté à mon attention il y a quelques jours. Il s'agit d'une veuve, mère d'un enfant, qui a pour tout revenu un petit montant que lui rapporte une propriété que lui a laissé son mari et un chèque de pension d'invalidité, car elle est infirme. Cette femme doit vivre pendant un an avec ce que le gouvernement dépense en deux secondes. Malgré tout, elle devait un peu d'argent à Revenu Canada, qu'elle remboursait petit à petit. Elle s'est rendue compte qu'elle ne pouvait pas effectuer des versements du montant qu'elle avait promis tout en continuant à vivre de la même manière. Elle a donc décidé de louer un logement moins cher. Toutefois, en emménageant dans ce logement meilleur marché, elle a dû payer d'un coup le loyer du premier et du dernier mois. Pour cette raison, elle n'a pas payé Revenu Canada pendant un ou deux mois. Revenu Canada a saisi le compte en banque de cette pauvre femme sur lequel il y avait \$500. Voilà pourquoi j'en ai assez.

On nous dit que le gouvernement fédéral doit emprunter de l'argent pour effectuer des remboursements d'impôt dans les semaines qui viennent. Le gouvernement rend aux contribuables une part de leur propre argent. Le gouvernement emprunte de l'argent et paie de l'intérêt—du moins, les contribuables vont payer l'intérêt—pour pouvoir ensuite leur remettre leur propre argent. Si seulement on lui rendait la monnaie de sa pièce. Si seulement on pouvait aussi saisir son compte en banque.

● (1210)

Je me rends compte que j'en avais assez également de l'incurie du gouvernement. Nous savons que le gouvernement va dépenser 18 milliards de dollars cette année, juste pour payer l'intérêt sur la dette. Nous savons que le gouvernement va emprunter plus de la moitié de tout l'argent disponible sur les marchés financiers cette année. Il y a des gens d'affaires qui veulent que le Canada prenne de l'expansion, qui veulent construire des immeubles, fabriquer des produits et créer des emplois. Toutefois, ils ne peuvent absolument pas emprunter l'argent dont ils ont besoin, étant donné l'incurie du gouvernement.

J'ai parlé avec un homme d'affaires l'autre jour, monsieur le Président. Il lui fallait emprunter une très petite somme, 4 millions et demi de dollars, mais les marchés financiers n'ont pas d'argent à prêter à l'heure qu'il est. Peut-être les marchés trichent-ils un peu, car on peut prévoir une hausse des taux d'intérêt et, pour augmenter leurs profits, les banques gardent l'argent quelques jours de plus. On nous dit que l'argent se fait rare parce que le gouvernement accapare une si grande part du marché qu'il n'y en a pas de reste.

J'en ai assez de ces détestables programmes artificiels de création d'emplois inutiles, car ils sont en partie responsables du problème, mais, lorsqu'ils sont pris la main dans le sac, le ministre et son ministère nient avec une juste indignation bien simulée être la cause du problème. Or, nous savons que le gouvernement a affecté des centaines de millions de dollars à ces programmes de création d'emplois bidon qui, n'ont donné aucun résultat, à moins que vous n'habitiez une circonscription libérale.